

CIDR

- Français - Activités - Programmes de développement - Dossiers pays -

Dossiers pays

MADAGASCAR - Données générales - Situation intérieure - Politique extérieure

CIDR

jeudi 10 avril 2008

Dernière mise à jour : 31/01/07

Données générales

Données géographiques

Nom officiel : République de Madagascar

Superficie : 592 000 km²

Population : 18 millions d'habitants

Capitale : Tananarive (Antananarivo)

Villes principales : Tamatave (Toamasina), Antsirabe, Majunga (Mahajanga), Fianarantsoa, Tuléar (Toliara), Diego Suarez (Antsiranana).

Langue officielle : Malgache ; autre : français

Monnaie : L'Ariary

Fête nationale : 26 juin (proclamation de l'indépendance en 1960)

Données démographiques

Croissance démographique : 2,7 % (Pnud, 2001-2015)

Espérance de vie : 53,4 (Pnud, 2002)

Taux d'alphabétisation : 67,3% (Pnud, 2002)

Religion (s) : Fond commun traditionnel, christianisme (50%), islam (8%)

Indice de développement humain : 150e sur 177 (source PNUD 2004)

Données économiques

PIB : 3,9 milliards de dollars en 2004 (France : 1520,8 milliards d'euros en 2002)

PIB par habitant : 220 US\$ en 2004 (France : 24837 euros en 2002)

Taux de croissance : + 5,3 % (2004, FMI)

Taux d'inflation : +15 % (2004, FMI)

Solde budgétaire : -3,7% du PIB (2004, Dgtpe)

Balance commerciale : -539 millions US\$ en 2004 (estimation)

Principaux clients : France (33%), USA (33%), Allemagne, Italie, Japon

Principaux fournisseurs : France (20%), Chine, Singapour, Afrique du Sud

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB : Primaire : 32% - Secondaire : 13% - Tertiaire : 55% (en 2002)

Exportations de la France vers Madagascar : 214 MEuros (2004, source douanes françaises)

Importations françaises de Madagascar : 354 MEuros (2004, source douanes françaises)

Consulat (s) de France : Tananarive, Diego Suarez, Tamatave, Majunga.

Communauté française en 2003 : 20 045 immatriculés (+ entre 5 000 et 5 400 non inscrits).

Communauté malgache en France : De l'ordre de 80 000 personnes

Situation intérieure

Situation politique

- ▶ Réélu le 3 décembre 2006 dès le premier tour, Marc RAVALOMANANA a été réinvesti Président de la République le 19 janvier 2007.
- ▶ Le paysage politique malgache avait été profondément recomposé après la crise politique de 2002. Le parti du Président Marc RAVALOMANANA, le TIM, a largement remporté les élections législatives de décembre 2002 (avec 104 sièges sur 160), et obtenu la majorité des mairies lors des élections municipales de novembre 2003, dans les communes rurales comme dans les communes urbaines, notamment dans les plus grandes villes (à l'exception de Tamatave et de Fianarantsoa). Plusieurs remaniements ministériels sont intervenus lors du premier mandat, mais Jacques SYLLA est resté Premier ministre jusqu'à l'investiture du 19 janvier 2007. Il a donné sa démission le 20 janvier 2007 et a été remplacé par Charles RABEMANANJARA, ancien ministre de l'Intérieur. Un nouveau gouvernement comprenant 12 nouveaux ministres a été formé le 25 janvier 2007.
- ▶ Lors de son premier mandat, le nouveau pouvoir a relancé la décentralisation avec la création, en juin 2004, de 22 régions qui « sont à la fois des collectivités territoriales décentralisées et des circonscriptions administratives ». Les « chefs de région » sont provisoirement nommés par le Président de la République. Les moyens financiers et humains des collectivités locales ne sont pas encore définis. L'avenir des 6 provinces autonomes, en tant qu'entités administratives et politiques, semble incertain.

Situation économique

- ▶ Après 25 ans de stagnation et d'appauvrissement, Madagascar a connu à la fin des années 90 une croissance forte, tirée par les exportations de la Zone Franche (le textile devenant le premier secteur d'exportation), mais qui ne s'est pas traduite par une amélioration sensible du niveau de vie. En paralysant l'activité, la crise de 2002 a provoqué une importante récession (-12,7 % en 2002).
 - ▶ La confiance dont bénéficient les autorités malgaches auprès des bailleurs de fonds s'est traduite par un soutien massif. Ce soutien financier leur permet de conduire une politique de grands investissements publics (dans les domaines prioritaires des infrastructures routières et de l'éducation) qui dynamise la croissance (+9,6% en 2003, +5,3% en 2004 et 4,6% en 2005). Le premier semestre 2004 a été marqué par une dépréciation de 50% de la monnaie nationale par rapport au dollar dont les conséquences (inflation et diminution du pouvoir d'achat des ménages) ont été durement ressenties.
 - ▶ Le gouvernement, suivant les recommandations du FMI, limite le déficit budgétaire et contient l'inflation. Mais le taux de pression fiscale reste relativement bas (moins de 10% en 2005) et les moyens de l'Etat seraient faibles sans l'aide extérieure. Les efforts de réforme, de développement social et de stabilisation macro-économique ont permis à Madagascar de franchir le « point d'achèvement » de l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés) en octobre 2004 et d'obtenir des annulations substantielles de sa dette extérieure (3,4 milliards de dollars sur 4,5 au total).
 - ▶ En juillet 2006, Madagascar a signé une nouvelle FRPC (facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance) avec le FMI.
-

Politique extérieure

- ▶ Les priorités de la diplomatie malgache sont aujourd'hui les bonnes relations avec les bailleurs de fonds (Banque mondiale, FMI et bailleurs bilatéraux), une meilleure intégration régionale avec l'adhésion à la COI (Commission de l'Océan Indien) en 1982/84, au COMESA (Marché commun d'Afrique orientale et australe) en 1993, à l'IOR-ARC (Indian Ocean Rim Association for Regional Cooperation) en 1996, à la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe) en 2005, et le développement de relations commerciales et de coopération avec l'Asie. Le Président Ravalomanana cherche aussi à ouvrir davantage l'île sur l'extérieur et promeut la recherche de nouveaux partenaires économiques.
- ▶ Des mesures concrètes ont été prises depuis 2003 pour améliorer l'environnement des affaires, simplifier les formalités administratives et rendre l'île plus attractive pour les investisseurs privés.

Relations bilatérales

Relations politiques

- ▶ Madagascar et la France sont très liées pour des raisons historiques, géographiques (proximité de la Réunion), culturelles (avec notamment la francophonie) et communautaires (Madagascar accueille la plus importante communauté étrangère française au Sud du Sahara, et la France la plus importante diaspora malgache).
- ▶ Les relations politiques comptent depuis 2002 de nombreuses visites bilatérales de niveau ministériel (M. de Villepin en 2002, M. Wiltzer et M. de Robien en 2003, M. Mékachera et M. Darcos en 2004, M. Muselier en 2005 et Mme Girardin en 2005 et 2006), plusieurs visites en France du Président Ravalomanana (dont une visite officielle les 26-30 avril 2003 et deux visites à la Réunion, en juillet 2003 et avril 2004), une visite de travail du Président de la République à Tananarive en juillet 2004 et une visite officielle du Président de la République en juillet 2005.

Relations économiques

- ▶ La France est aujourd'hui à Madagascar le premier partenaire commercial (le premier client à égalité avec les Etats-Unis, et le premier fournisseur devant la Chine), le premier investisseur (plus de la moitié du stock d'investissement étranger direct, avec près de 600 entreprises à capitaux français employant environ 100 000 salariés), et le premier bailleur bilatéral.
- ▶ L'accord d'encouragement et de protection réciproques des investissements signé à la Réunion en juillet 2003 est entré en vigueur en avril 2004.

Coopération culturelle, scientifique et technique

- ▶ Le cadre de la coopération française à Madagascar est défini par l'accord de partenariat de la commission mixte de mai 2000 (révisée à l'automne 2002). Un document-cadre de partenariat (DCP) portant sur 2007-2011 a été signé le 11 mai 2006 à Tananarive. Il permettra l'apport d'une aide de près de 250 MEuros sur 5 ans, et une concentration de 80% des moyens dans les secteurs de la santé, des infrastructures, de l'éducation et du développement rural.
- ▶ La coopération civile comprend aujourd'hui près de 70 assistants techniques travaillant sur une trentaine de projets. Complétée par l'action de l'Agence française de développement et la PROPARCO, elle porte sur les secteurs prioritaires de la modernisation de l'Etat et de l'appui à la bonne gouvernance (appui aux administrations financières, à la justice, à la police, à la décentralisation et au développement local), de la lutte contre la pauvreté (santé, éducation de base, formation professionnelle), du développement rural, de la francophonie, de la culture et

de la coopération scientifique.

- ▶ Le programme de bourses, dont ont bénéficié 114 étudiants malgaches en 2004, a connu une augmentation de 38% en 2005.
- ▶ Le réseau d'enseignement à Madagascar comprend 27 établissements français qui accueillent 11800 élèves (dont la moitié de nationalité malgache).
- ▶ Le réseau culturel et scientifique comprend le Centre Culturel Français Albert Camus de Tananarive, le CITE (Centre d'Information Technique et Economique), un réseau de 31 Alliances françaises qui accueillent plus de 20 000 étudiants, ainsi que l'Institut Pasteur, l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement), le CIRAD (Centre de Coopération internationale en recherche agronomique pour le Développement).

Autres types de coopération

- ▶ La France (qui était le premier créancier de Madagascar au Club de Paris) a accordé en novembre 2004 une annulation de la totalité de ses créances commerciales (soit 459 M\$).
- ▶ L'aide française au développement comprend également une coopération de sécurité et de défense (une des plus importantes en Afrique), un appui des institutions scientifiques françaises, les aides consulaires et pensions, la coopération des organisations non gouvernementales françaises, une très importante coopération décentralisée, avec notamment l'organisation des assises de la coopération décentralisée à Tananarive du 11 au 13 mai 2006, et les contributions françaises à l'aide multilatérale (au Fonds européen de développement notamment).

Post-scriptum : [<http://www.cidr.org/puce.gif>] [Carte de Madagascar](#)